

Vitesse et démocratie

L'accélération détermine tous les domaines de la vie, sociale et individuelle, et est devenue un thème d'études interdisciplinaires. Le fait qu'à peu près tout peut désormais se faire, et se fait déjà, plus vite, et de plus en plus vite, n'échappe plus à personne. Et la conscience des avantages comme des désavantages de cette accélération devient également de plus en plus vive.

L'objet de la contribution suivante est d'étudier l'impact du phénomène de l'accélération sur le plan politique, et plus précisément sur le fonctionnement de la démocratie. Ceci pour pouvoir évaluer le profit que celle-ci peut éventuellement en tirer, mais aussi pour savoir comment elle doit s'y prendre pour résoudre les difficultés et les obstacles qui déjà se présentent.

La démocratie sera ici définie en référence à Norbert Campagna¹ par le fait que, dans un régime démocratique, "chacun a un droit égal de participer aux décisions", que cette participation soit directe ou indirecte, étant entendu qu'il s'agit en l'occurrence de décisions sur des questions qui concernent la communauté politique dans son ensemble.

Or, ces questions ne sont, en général, pas purement d'ordre technique, c'est-à-dire que les fins et les valeurs étant données, il s'agirait simplement de choisir les moyens adéquats pour les réaliser resp. les respecter. Il reste que même dans le cas de ce genre de problèmes, il peut y avoir des solutions alternatives qui demandent un réel choix et des divergences d'opinion sont alors tout à fait possibles, que seule une procédure de décision peut trancher. Tel est a fortiori le cas quand il s'agit de problèmes proprement politiques resp. pratiques au sens philosophique du terme, tels les choix de société qui ne sont pas par hasard appelés "des politiques" : ainsi on parle p.ex. d'une politique urbaine, des transports, de l'école etc., dans lesquelles il s'agit d'enjeux sociaux à long terme et qui concernent tous les citoyens. Dans ce cas, ce qui est en question, ce sont des fins et des valeurs, et pas seulement des moyens. Il est naturel qu'alors il y ait des dissensions et des affrontements de nature axiologique, éthique, culturelle voire métaphysique.

En d'autres termes, il n'y a pas de démocratie, c'est-à-dire de participation de tous aux décisions, sans un débat préalable. Celui-ci présuppose, pour ne pas être ou devenir décisionniste, l'information des citoyens, la réflexion de la part de ceux-ci, des lieux et des procédures de débat, et enfin la prise de décision elle-même.

Difficulté de la démocratie face à l'accélération

On sent, dès l'exposé de ces conditions structurelles du fonctionnement de la démocratie, que les rapports de celle-ci avec le phénomène de l'accélération décrit plus haut ne peuvent être que difficiles. Si l'information des citoyens et la réflexion de ceux-ci sur les questions à l'ordre du jour demandent du temps, il en va de même, mais bien davantage encore, du débat qui sera la plupart du temps controversé et donc long à devenir mûr pour la prise de décision.

Si, dans ce qui suit, les difficultés présentées sont toujours rapportées à la démocratie, cela ne veut pas dire qu'elles ne concernent pas aussi d'autres systèmes politiques. Simplement, ce qui est en jeu dans l'étude présente, c'est la démocratie, et non pas ces autres régimes; il est vrai qu'on peut être d'avis que les difficultés en question mettent en danger plus particulièrement la démocratie.

La principale difficulté résulte de l'impact de la mentalité, créée par l'accélération, sur les trois "ekstases" du temps: le passé, le présent et le futur. La redéfinition du temps opérée plus haut n'a pas aboli le caractère successif du changement. Il est donc toujours à l'ordre du jour de distinguer ces trois dimensions.

Or, la généralisation de l'accélération entraîne la prédominance du court terme, et même plus: si le temps est la mesure d'entités ontologiques, et si l'accélération se définit par un plus grand nombre de telles entités par unité de mesure, cela veut dire que la durée de chaque entité diminue; la dynamique inhérente à l'accélération tend ainsi à réduire à zéro la durée de tout processus, elle va vers ce qu'on appelle de nos jours le temps "réel", c'est-à-dire l'instantanéité.

Il n'y a pas de démocratie, c'est-à-dire de participation de tous aux décisions, sans un débat préalable.

Si le centre de gravité d'une mentalité traditionnelle est plutôt constitué par le passé, si la modernité a mis en valeur le futur, la société de l'accélération met carrément au centre de son intérêt le présent (ou à la rigueur encore le futur proche), elle est une société où seuls sont valorisés l'instant et l'immédiat.

Cette désarticulation des trois 'ekstases' ne peut que créer des problèmes à une communauté politique, et plus particulièrement si elle est, ou se veut, démocratique. D'abord, tout corps politique, pour maintenir et développer son identité, doit toujours de nouveau se ressourcer dans son passé (sans bien sûr s'y enfermer, comme c'est la tendance du traditionalisme). D'autre part, aucune communauté politique, et certainement pas une démocratie, ne peut manquer de se projeter dans le futur et ne peut pas plus se désolidariser de son propre avenir que de celui des générations à venir. Le bon fonctionnement d'une démocratie suppose une articulation à peu près équilibrée des trois dimensions du temps.

La prédominance du présent dans une société de l'accélération mérite un examen supplémentaire. Elle résulte directement de l'accélération et ne constitue pas seulement un dérèglement par rapport aux trois instances du temps. Elle met en plus et surtout en péril ce qui est le cœur même de la démocratie: la participation à la décision politique. Déjà en elle-même et à l'intérieur d'une communauté politique, l'accélération exerce une pression sur les prises de décision, pression qui est incompatible avec la vitesse propre au processus politique démocratique (information, réflexion, débat, décision). Et ceci est vrai pour la démocratie directe comme pour l'indirecte. La conséquence de cette pression est la restriction de

l'optique politique au court terme ainsi que, en plus, la relégation des problèmes politiques aux experts, c'est-à-dire, en d'autres termes, la conversion de ce qui est proprement politique en quelque chose de technique: l'accélération contribue ainsi à la dépolitisation des choses politiques. En clair, cela veut dire que non seulement les citoyens se verront de fait exclus de la participation politique, mais il en sera de même de ceux à qui ils délèguent leur pouvoir, à savoir les députés, et même de ceux qui sont appelés à les gouverner.

Cette tendance sera d'autant plus forte qu'à l'heure actuelle aucune communauté politique ne peut plus décider de façon autonome sur ses problèmes, mais qu'elle devra tant bien que mal s'adapter aux rythmes et à la vitesse qui lui sont imposés par des ensembles d'autres communautés dans le réseau dans lequel elle est incluse.

Indépendamment de l'accélération proprement dite, mais renforcée par elle, il y a dans le cas des démocraties indirectes une difficulté concernant la "vitesse propre" des processus politiques. Le problème en question résulte du décalage qu'il peut y avoir entre les délais des consultations électorales et les enjeux à long terme des grandes décisions politiques à prendre. Dans la mesure où les élus sont plus ou moins préoccupés par leur réélection, ils ont la tendance à privilégier le court terme et à reléguer les choix de société aux calendes grecques. Il est vrai que les citoyens eux aussi, influencés par la mentalité d'immédiateté, sont à leur tour responsables de la priorité donnée au court terme. La difficulté qui surgit ici, c'est celle de l'articulation entre ce que d'aucuns appellent deux 'temporalités' différentes, mais qui sont en fait deux vitesses divergentes.

La prédominance du présent dans une société de l'accélération met en péril ce qui est le cœur même de la démocratie: a participation à la décision politique. L'accélération contribue ainsi à la dépolitisation des choses politiques.

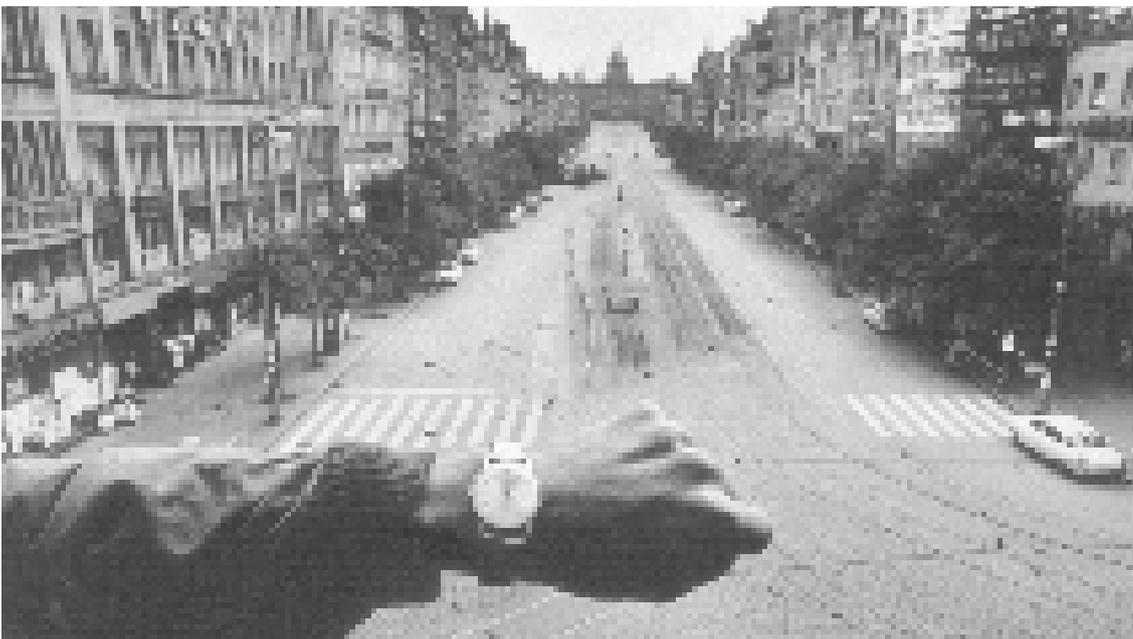


Photo: Joseph Koudelka, Tchecoslovaquie, 1968

Il y a des décalages plus ou moins grands entre la vitesse de la vie citoyenne et celle de la production économique, entre les rythmes de la vie privée et ceux du domaine culturel ...

Une autre difficulté, intérieure à toute démocratie en tant que régime politique spécifiquement moderne, consiste dans le fait que, vu la segmentation de la société, on est en présence, dans la communauté politique, de plusieurs vitesses. Vu l'accélération de la plupart des processus sociaux à la suite des changements intervenus dans le domaine économique, il y a des décalages plus ou moins grands p.ex. entre la vitesse de la vie citoyenne et celle de la production économique, entre les rythmes de la vie privée et ceux du domaine culturel etc. Qu'il y ait plusieurs lieux de vie et plusieurs vitesses n'est pas nouveau; c'est la modernité qui a entraîné cette restructuration de la société. Ce qui par contre est plus récent, c'est la largeur resp. la profondeur du fossé entre les segments sociaux et leurs rythmes propres.

L'interaction qu'il y a actuellement déjà entre les États, et qui sera de plus en plus intense vu la globalisation, pose un problème dans la mesure où ces États ne sont pas toujours en phase entre eux quant au rythme de leur vie politique et quant aux moyens qu'ils possèdent d'agir et de réagir: il existe à cet égard, présentement et sans doute pour longtemps encore, des décalages énormes au plan mondial, avec comme résultat prévisible un agrandissement de ces écarts. L'inégalité pourra aller jusqu'à exclure de fait beaucoup d'États de la scène politique mondiale. Non seulement les riches seront encore plus riches et les pauvres davantage pauvres, mais en plus les plus rapides (et gageons qu'ils seront identiques aux plus riches) seront encore plus rapides, alors que les plus lents (c'est-à-dire les plus pauvres sans doute) ne pourront jamais les rattraper. Ceci veut dire que le décalage entre le Nord et le Sud n'est pas prêt de se résorber dans un avenir prévisible. La vie démocratique au plan mondial sera d'autant plus pauvre et plus inhibée. Il s'ajoute que dans le cas de la prévisible exclusion de fait de nombreux États, non seulement parmi eux des démocraties se verront marginalisées, mais, et c'est tout aussi grave, des pays en voie de démocratisation risquent de voir arrêté net leur processus de transformation politique.

Fausse solutions

Pour parer aux difficultés créées par l'accélération à la démocratie, le premier réflexe risque de consister à s'en remettre aux nouvelles technologies de l'information et de la communication. Pourquoi ne pas, en effet, penser à utiliser ces outils pour en arriver p.ex. à des élections plus promptes et plus fréquentes, en particulier des référendums plus faciles à organiser, et au moyen desquels la participation des citoyens aux décisions démocratiques deviendrait plus réelle? Pourquoi ne pas créer un espace public de débats à

l'image des forums sur Internet? Pourquoi ne pas non plus pourvoir, par ces canaux, à l'information permanente des citoyens sur les problèmes politiques et les décisions à prendre, comme cela se fait déjà dans certaines communes?

Toutefois, le recours à ces technologies pourrait très bien se révéler contre productif. D'abord, il ne semble pas que la véritable difficulté puisse être résolue de cette façon. Certes, ces outils peuvent aider, dans une certaine mesure, à ce que se constitue un espace public de débat; mais cet espace restera partiel et virtuel. Il sera réservé à ceux qui auront les moyens de suivre le mouvement inauguré par ces technologies; on peut d'autre part se demander si l'interface technologique peut remplacer valablement le face à face des citoyens?

Le recours aux nouveaux médias peut aussi accélérer le recueil des votes et leur décompte. Mais l'essentiel ne peut sans doute pas être facilité ainsi: la décision politique adéquate est tributaire d'une réflexion qui a besoin de mûrir. Or, si l'on peut hâter la maturation d'un camembert, tel ne semble pas être le cas des processus de réflexion. Bien au contraire: vouloir accélérer cette étape-clé de toute prise de décision risque de conduire à des résultats baclés.

D'autre part, avoir recours à ces nouvelles technologies pour résoudre les difficultés engendrées par l'accélération, n'est-ce pas utiliser comme thérapeutique ce qui est en fait à l'origine du mal? N'est-ce pas, comme on dit en allemand, faire du bouc le jardinier? D'autant que dans le cas en question, le principe de l'homéopathie trouverait un mode d'application inversé par rapport à la pratique habituelle en médecine: ce n'est pas par des doses hyperdiluéées, justement pour cela appelées 'homéopathiques', qu'on procéderait pour éliminer la maladie, mais plutôt par overdoses. Dans la mesure où de toute façon ces outils technologiques sont susceptibles de créer chez les citoyens (et les hommes politiques) une mentalité d'urgence et d'instantanéité, on voit mal comment par leur utilisation puissent être réalisées les conditions requises pour en venir à des débats et des décisions politiques mûres et appropriées. Ne seraient-elles pas plutôt rendues définitivement impossibles?

Pour un débat démocratique

Y a-t-il des solutions qui promettent d'être efficaces dans la protection de la démocratie, mise à mal par l'accélération qui commence à régner partout dans la société actuelle? Les partisans du progrès technologique universel tentent d'étouffer la question même sous l'argument-massue selon lequel on n'échappera pas de toute façon

aux nouvelles technologies, donc à l'accélération, qu'il est inutile de vouloir s'y opposer, sauf à se complaire dans le rôle d'un Don Quichotte du XXI^e siècle, et que la seule question sensée est celle du bon ou du mauvais usage de ces outils. Et infailliblement ils lancent alors des appels vibrants à la famille et à l'école, afin que celles-ci pourvoient à l'éducation et à la formation appropriées pour apprendre aux enfants et aux jeunes la bonne utilisation de ces moyens.

Ce qu'ils ignorent, ou occultent, c'est qu'une étude analogue à celle présentée ici sur les rapports difficiles entre accélération et démocratie devrait être faite quant aux problèmes que l'accélération pose aussi à la famille et à l'école. De telle sorte, la vraie question est plutôt de savoir où trouver les éducateurs et qui va éduquer les éducateurs? En tout cas, que "l'agora cathodique" ou la "démocratie numérique" soient des issues inévitables ou non, elles ne constituent en rien une solution aux problèmes évoqués, et encore moins une avancée de la démocratie.

Peut-être ne reste-t-il qu'à avoir recours à une politique volontariste: tant qu'il en est encore temps, organiser (enfin) des débats démocrati-

ques publics sur les grands choix de société en instance, y compris sur l'utilisation des nouveaux moyens technologiques, et faire suffisamment de place dans ce contexte aux associations de toutes sortes. Il faudra en quelque sorte veiller à protéger tout le secteur politique contre l'intrusion de la logique en fin de compte économique, ou plus exactement, contre la logique du marché sans entraves, et contre tout ce que cette logique implique et entraîne.

Cela, est-ce impossible, voire utopique? Il n'y a pas de nécessité implacable ni de loi d'airain qui consacrerait une fois pour toutes l'hégémonie de l'économique sur le politique ou le culturel. Cette contrainte existe bien plus dans la tête des gens que dans la réalité sociale; reste à se demander qui a intérêt à mettre de telles idées dans la tête des gens? N'est-ce donc pas par une critique idéologique qu'il faudrait, et toujours de nouveau, commencer la défense de la démocratie?

Hubert Hausemer

Extraits d'une contribution présentée au séminaire de Philosophie de Luxembourg en octobre 1999.

¹ dans son exposé sur "Démocratie, libéralisme et république" (Institut Grand-Ducal, Section des Sciences Morales et Politiques, séance du 16.1.1997).

Il faudra en quelque sorte veiller à protéger tout le secteur politique contre la logique du marché sans entraves et contre tout ce que cette logique implique et entraîne.

pub: Domizil